

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

OMC

1. OMC = Organisation Mondiale du Commerce.
2. AMI = Accord Multilatéral sur les Investissements. Voir GR-ED 975 de mars 1998.
3. Présidente de l'Observatoire de la Mondialisation.
4. Prof. d'économie à l'université de Toulouse et journaliste.
5. au nom d'Écoropa.
6. porte-parole de la Confédération paysanne.
7. de l'association Droits devant !
8. Nous avons même eu la surprise de trouver dans le courrier reçu de nos abonnés qu'il en est un, sans doute le seul, qui croit encore que le marché est le plus impartial des juges, et si infallible qu'il faut lui remettre le soin de décider seul de la répartition des richesses du monde !

On s'est étonné, à la rédaction, de trouver dans la montagne de courrier qui nous attendait début septembre, si peu de réactions au sujet de ce qui se trame à Seattle. Il s'agit pourtant de promouvoir les options du néo-libéralisme au rang de lois universelles, c'est-à-dire de soumettre tous les gouvernements du monde à l'obligation de faire passer le droit pour quelques géants, tels McDo, Monsanto, Hollywood ou Microsoft, de gagner toujours plus d'argent, avant celui des citoyens de choisir de consommer une nourriture saine, de disposer d'un système de sécurité sociale et de législation du travail, ou de protéger leur environnement et leur culture. Pour y parvenir, toute une armée "d'experts", payés par ces firmes, a entrepris de piéger, lors des prochaines négociations de l'OMC¹ les représentants élus des gouvernements en leur ôtant définitivement tout droit de suivre la volonté des peuples, en particulier d'empêcher éventuellement ceux-ci de vouloir remplacer le capitalisme par un système économique plus humain. On s'attend à ce que les distributistes soient tous aux premiers rangs des manifestations qui s'organisent contre ce retour de l'AMI² et contre lequel ils ont été très nombreux à se battre.

Mais, heureusement, nous venons de participer, ce 16 septembre, au meeting organisé à la Bourse du Travail par l'association ATTAC. Les arguments puissants exposés par Susan George³, Bernard Maris⁴ et Étienne Vernet⁵, le bon sens de François Dufour⁶ et la détermination de Vincent Espagne⁷ nous ont regonflé le moral. Des informations reçues et des documents accumulés, il ressort que le danger est immense, d'autant que la plupart des élus, même ceux des gouvernements qui se veulent "démocratiques", n'ont toujours pas pris la mesure du pouvoir auquel ils sont en train de renoncer. Il est évident que la grande majorité de l'opinion, dans le monde entier, qui est façonnée par une presse payée pour la rendre crédule et docile, ne voit pas le danger⁸. Tandis que les moyens réunis, les procédés employés et les coups fourrés préparés par les tenants de l'idéologie totalitaire du marché sont énormes.

C'est parce que nous sommes convaincus que seule l'union des citoyens sur un objectif précis peut faire stopper ces entreprises de l'idéologie totalitaire du veau d'or contre les droits des peuples, que nous avons participé l'an dernier à la campagne contre l'AMI. L'arrêt obtenu des négociations au sein de l'OCDE a fait la preuve de l'efficacité d'une telle mobilisation. Mais si celle-ci a surpris les politiques et les négociateurs, ces derniers sont maintenant en alerte. Et les négociations dites du "millennium round", qui doivent durer trois ans, commencent dès le 30 novembre prochain. Il est donc temps d'abord de s'informer sur ce que des observateurs comme Susan George peuvent apprendre, ensuite de comprendre et d'expliquer les implications des accords en projet (alors que tant de médias, s'ils en parlent, les présentent soit comme sans danger, soit comme bien combattus par nos représentants), et enfin de parvenir à une mobilisation soutenue de tous ceux qui entendent avoir un droit de regard sur des décisions qui déterminent irrémédiablement leur avenir. C'est dans cet esprit que nous ouvrons ci-dessous un dossier spécial sur les négociations de l'OMC, pour contribuer à une autre OMC l'ORGANISATION MONDIALE DES CITOYENS.



À la Bourse du Travail, Susan George explique sur quoi porteront les négociations de l'OMC

photo Alain Roy.

S O M M A I R E

ACTUALITÉ

DOSSIER SPÉCIAL OMC

- | | |
|------------|-------------------------------|
| 1 | Éditorial : OMC |
| 2 | Rappels d'histoire |
| 3-5 | Le jeu du Monopolibéral... |
| 5 | Actions citoyennes |
| 6-7 | L'enjeu : notre société |
| RÉFLEXIONS | |
| 9 | Quelle création de valeur? |
| 12 | Histoire d'une brosse à dents |
| LECTURES | |
| 8 | Banalisation de l'injustice |
| 10 | Lettre aux gourous écon. |
| 13-14 | TRIBUNE LIBRE |
| 15 | Courrier des lecteurs |

LE RÉSUMÉ DE NOS THÈSES, EN TROIS PAGES, FIGURE DANS NOTRE NUMÉRO 983.

Marie-Louise Duboin.

Rappels d'histoire

1. Les suffrages des pays membres y sont proportionnels aux montants de leurs contributions.

La prépondérance des décisions revint donc aux pays les plus riches.

Alors quand des prêts sont "consentis" aux pays qui ont besoin d'aides, ils sont assujettis de plans d'ajustement structurelle (PAS), qui les obligent à réduire leurs dépenses publiques, à privatiser et s'ouvrir au marché, ce qui paralyse le développement de leur économie propre !

La création des deux institutions financières internationales, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) s'est faite tout de suite à la fin de la seconde guerre mondiale, en 1944, à Bretton Woods aux États-Unis. Leur rôle était, en principe, d'assurer la stabilité des monnaies et d'aider les pays en développement¹.

Mais aucun accord ne fût alors trouvé pour créer une organisation internationale du commerce.

Tenant à une telle création, les Américains invitèrent, trois ans plus tard, à La Havane (Cuba), 33 pays choisis, et ceux-ci conclurent un accord douanier et commercial, le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*). De 1947 à 1985 cet accord donna lieu à 7 réunions de négociations. Mais au cours de la 8ème, qui commença en 1986 à Punta del Este en

Uruguay, un tel désaccord apparut sur le commerce agricole entre les États-Unis et l'Europe, qu'après trois années de discussion, les négociations durent être suspendues en décembre 1990. Le conflit dura encore trois ans, jusqu'à ce qu'un accord intervienne entre Sir Leon Brittan, qui négociait pour l'Europe, et Mickey Kantor, qui parlait pour les États-Unis. L'Acte final du "8ème round" fut enfin signé à Marrakech le 15 avril 1994 : il instituait l'OMC, qui est donc indépendante des Nations-Unies, et il ne s'agit donc *pas* d'un parlement mondial dont les membres seraient élus par leurs pays respectifs et qui n'agiraient que dûment mandatés.

Dès l'année suivante, il y a donc quatre ans, cette OMC fut le cadre de négociations pour un Accord Multilatéral sur l'Investissement, mais celles-ci se heurtèrent au refus des délégations du Tiers monde, qui y virent l'institution définitive de leur recolonisation sous l'autorité des gros investisseurs et des entreprises transnationales, organisant le commerce mondial à leur seul profit et au mépris de toute législation. Il s'agit en effet d'un changement de civilisation tel que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ferait place au droit des investisseurs à disposer des peuples...

Comment le marché mondial pouvait-il, malgré une telle opposition, obtenir le résultat qu'il voulait ? En déplaçant la discussion du cadre de l'OMC vers celui de l'OCDE ! Cette *Organisation pour la Coopération et le Développement Économique* ne comprenant que les 29 pays les plus industrialisés de la planète, lesquels possèdent 477 des 500 plus riches entreprises mondiales, elle avait tout intérêt à édicter des règles internationales qui favorisent ces entreprises... L'ennui est que cet organisme d'étude et de prospective n'a jamais reçu mandat de négocier un traité international. Alors les pourparlers furent organisés dans le plus grand secret à Paris... au château de la Muette, le bien nommé. Heureusement, le pot aux roses fut dévoilé et l'opinion, ou une partie consciente de l'opinion, s'émut de ces projets et des méthodes avec lesquelles les marchés voulaient placer leur dictature au-dessus des lois et au mépris des peuples. L'alerte fut donnée, et nos lecteurs se souviennent de nos efforts, dès notre N° 975 de mars 1998, pour les convaincre de manifester leur désaccord. Il y eut un tel mouvement de protestation de la part de simples citoyens, plus souvent, d'ailleurs, que de la part de leurs élus, et dans un très grand nombre de pays, qu'il eut un résultat : la France se retira des négociations et ce retrait entraîna l'arrêt des pourparlers... dans le cadre de l'OCDE.

Mais la dictature des marchés est voulue par de puissants lobbies, et ceux-ci ont obtenu de remettre "ça" dans le cadre du 9ème round de l'OMC, qui s'ouvre dans l'état de Washington le 30 novembre.

Les lobbies ont bien fourbi leurs armes

C'est encore Sir Leon Brittan, alors même qu'il a été démissionné de la Commission de Bruxelles, qui a soigneusement monté le coup. Non seulement un ordre du jour "gargantuesque" a déjà été préparé (la liste ci-contre est seulement celle des services) et même été entériné (bien qu'il soit question aussi d'un accord sur les marchés publics, et aussi d'obtenir la suppression de certains contrôles ou inspections qui "gênent" le commerce de certains produits, et ...?), mais le coriace ancien commissaire veut que la négociation porte simultanément sur la multitude des sujets, afin que la discussion ne puisse pas être bloquée par d'éventuels désaccords : on ira ainsi plus vite, surtout si un représentant est amené à manquer certains débats pour participer à d'autres.

Mais la riposte n'est pas prête

Les gouvernements européens se veulent rassurants et déterminés à défendre leurs citoyens... mais ils n'ont mis que quelques dizaines de fonctionnaires pour suivre tous ces dossiers alors qu'aux États-Unis, plusieurs centaines d'experts des milieux d'affaire y travaillent depuis longtemps.

Allons, L. Jospin, nous rassure en affirmant que l'OMC est plus démocratique que l'OCDE ... mais il a aussi déclaré que le pouvoir politique ne peut pas agir contre les marchés. À nous de conclure !

ÊTES-VOUS CONCERNÉ ?

Les services qu'il s'agit de mondialiser portent sur des **milliers de milliards de dollars chaque année**. Ils englobent quasiment toutes les activités humaines. Voici seulement ceux qui sont déjà visés (mais d'autres doivent être ajoutés) :

le commerce de gros et de détail, la distribution;
le bâtiment et les travaux publics, l'architecture, la décoration, l'entretien, le génie civil et l'ingénierie;
les services financiers, bancaires et d'assurances;
la recherche-développement, les services immobiliers et le crédit-bail location;
les services de communication, les postes, les télécommunications, l'audiovisuel,
les technologies de l'information;
le tourisme et les voyages, les hôtels et les restaurants;
les services de l'environnement dont la voirie, l'enlèvement des ordures, l'assainissement,
la protection du paysage et l'aménagement urbain;
les services récréatifs, culturels et sportifs, dont les spectacles, les bibliothèques, les archives et les musées, l'édition, l'imprimerie et la publicité, les transports
par toutes les voies imaginables, y compris spatiales.
Sans oublier l'éducation (enseignements primaire, secondaire, supérieur et la formation permanente) enfin la santé animale et humaine.

Schedule of Specific Commitments, European Communities and their Member States GATT/SC/31 et suivants, du 15 avril 1994.

Au Mondial 99 de l'économie à Seattle: un nouveau jeu : le Monopo-libéral

Le 18 mai 1998, au Sommet de Londres, était signé le Projet de *Partenariat Économique Transatlantique*, (PET) entre MM. Clinton, Blair, Santer et Leon Brittan (avec l'accord discret de la France, en coulisses¹...).

Ce PET était tout aussi nauséabond que feu le NTM (il ne s'agit pas, bien sûr, du groupe musical, mais du *New Transatlantic Market*). But de ce PET : contourner les contraintes politiques dues aux lois fondant la souveraineté de l'État dans les pays occidentaux et instaurer une

zone de libre-échange entre l'Union Européenne et les États-Unis (pour commencer). Le maître d'œuvre de cette stratégie néolibérale est à présent l'OMC.

La prochaine grande réunion de l'OMC à Seattle sera décisive et l'on y jouera au Monopolibéral². Nous avons donc concocté une nouvelle version de ce jeu mondialement connu, qui remplacera à Seattle le Jeu de lois de l'État souverain !

Voici quelques remarques préalables, si vous voulez suivre le jeu auquel s'adonneront les nouveaux maîtres du monde. Car, bien entendu, tout citoyen (vous ou moi) est exclu d'entrée de jeu, si j'ose dire :

1. L'ONU :

Elle est totalement absente du jeu. Ainsi le "machin" comme l'appelait Charles De Gaulle, c'est le mort des parties de bridge. Son Conseil économique et social n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions de l'Assemblée. Pourquoi d'ailleurs serait-elle concernée par l'économie, puisqu'on ne la consulte même pas lors du déclenchement de guerres humanitaires, question qui entre pourtant dans son domaine de compétence !

2. La BANQUE MONDIALE :

En 1992, un rapport du Comité Économique et social des Nations-Unies déclarait: « *D'une manière générale, la Banque Mondiale devrait être encouragée à renforcer et à développer sa politique en matière de réduction de la pauvreté et celle visant les aspects sociaux de l'ajustement. À cet égard, elle devrait se montrer réceptive aux organes de défense des droits de l'homme des Nations-Unies et incorporer des critères relatifs aux droits sociaux, économiques et culturels à tous les stades de ses activités...* » C'est bien l'aveu que cette institution n'est qu'un outil financier qui a totalement oublié sa vocation initiale de Banque pour la Reconstruction et le Développement (IRDB).

3. Le F.M.I. :

Le Fonds Monétaire International « *a constitué, grâce à des dépôts des pays membres, un fonds de réserves lui servant à accorder des prêts aux pays en difficulté. En fait ces prêts étant fonction de la puissance économique de chaque nation, le FMI n'a prêté qu'aux riches. D'autre part, il fait respecter un code de bonne conduite; mais là, ce sont les plus faibles qui subissent la loi du FMI*³. » Selon les décisions

prises à Seattle, le FMI risque d'être à l'origine de nouveaux conflits par l'imposition de

règles néo-libérales aux pays emprunteurs pauvres. Il peut aussi accorder des prêts à des pays politiquement puissants, sans contrôler sérieusement leur bon usage (voir l'actualité récente : les emprunts russes alimentant les comptes personnels des proches de Boris Eltsine...).

4. L'O.M.C. :

C'est une organisation totalement autonome du système des Nations-Unies. Ce qui lui permettra, lors des réunions entre responsables gouvernementaux de pousser au maximum la privatisation par dérégulation des prérogatives des États.

Le néolibéralisme, qui par ailleurs prône l'avènement de la *société civile* (mais ne tient ce discours que pour mieux affaiblir l'État), a trouvé par le biais de l'OMC le moyen de réduire l'influence des partis politiques, des représentations nationales, en un mot de la société civile, pour créer un espace commercial libre des contraintes nationales. Après "Kramer contre Kramer", le nouveau film de cette fin de siècle est "OMC contre OMC", la deuxième entité pouvant être "l'Organisation Mondiale des Citoyens", qui hélas n'existe pas encore. On voit le travail qui reste à faire....

5. MONOPOLIBÉRAL :

Chaque case du Monopolibéral correspond à la liste déjà établie par l'OMC, Susan George en a obtenu la liste reproduite page 2. Plus de 160 sous-secteurs et activités ont déjà été répertoriés. Et l'on attend de connaître le document concernant la privatisation de la santé. Mais

1. Voir notre éditorial de la GR-ED 982.

2. Le Monopoly est un jeu qui nous est venu tout droit des États Unis il y a une cinquantaine d'années... Rendons donc à César !

3. Jean-Marie Albertini, dans *Les rouages de l'économie nationale*.

par Jean Auribault

« *La mondialisation ne doit-elle profiter qu'aux puissants, aux financiers, aux spéculateurs et aux commerçants ?* »

Nelson Mandela,
(intervention à Davos en 1999).

sera-t-il porté à notre connaissance, la transparence n'étant pas une qualité foncièrement libérale ? Il est produit par la *Coalition of Services Industries* (31 pages, paraît-il !). Le terme "Coalition" peut déjà faire frémir, il a la même signification en anglais qu'en français et rappelle fâcheusement les coalitions militaires des guerres de l'Empire...

6. Les besoins vitaux :

Peut-être serez vous étonnés de ne pas trouver dans ce jeu les deux grandes activités essentielles à la vie sur terre : la production agro-alimentaire et l'approvisionnement en eau ? Et pour cause, elles ont déjà tombées dans le domaine... privé ! On a pu constater les dégâts qu'engendre cette situation et le gâchis auquel elle conduit. Aucun économiste sérieux ne peut prétendre que les filières alimentaires sont régies par des lois économiques cohérentes depuis la production jusqu'à la distribution. Ce qui, pour un distributiste est normal puisque nous sommes, dans ce domaine, typiquement en économie de rareté ! Et ceci implique :

7. La faim dans le monde :

Il suffit de se rappeler les derniers conflits commerciaux entre les États-Unis et l'Europe pour imaginer les conséquences futures d'un libéralisme débridé : "guerre" de la banane, mesures de rétorsion⁴ en représailles de l'interdiction d'importer du boeuf made in USA, dopé aux hormones. Et aussi les conflits internes à l'Europe ou à la France, producteurs contre grande distribution...

Le comble de l'horreur économique : suivre les directives de Bruxelles pour l'instauration de quotas de production et la mise en jachère des terres fertiles européennes... alors qu'il est prévu pour 2020 près de 4 milliards de terriens ne disposant pas des droits de base en matière d'alimentation ! La faim dans le monde est ainsi programmée, c'est notre *honte* économique !

8. L'eau, patrimoine commun de l'humanité : capitalisée.

Pour l'eau, le problème s'aggrave : 2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable et l'on prévoit qu'en 2020, ce chiffre pourrait atteindre 3 milliards. Quelle manne financière pour les "Seigneurs de l'eau" ! Il faut reconnaître que dans ce domaine les États-Unis ne sont pas les leaders, la France domine avec Vivendi (ex-Générale des Eaux) et Suez-Lyonnaise des Eaux. La première de ces deux sociétés privées privatise l'eau, dans les règles de l'art libéral, en Amérique latine, après s'être offert US Filter, devenant ainsi une des oligopoles européennes. La seconde contrôle, entre autres, les eaux du Québec et cherche même à exporter l'eau, à l'image de ce qu'est le pétrole pour les pays

arabes. Là aussi, nous sommes maintenus en économie de rareté, car l'eau devient de plus en plus précieuse du fait de l'agriculture rentable (donc intensive et par suite polluante) et des industries rentables (donc irresponsables et incontrôlées et de ce fait polluantes).

9. La mort programmée de la souveraineté de l'État :

L'objectif de l'OMC est bien clair : réduire au minimum le rôle actuel de l'État.

Et nous insistons sur ce vocable *État* à bon escient, car "État-nation" ou "État-providence" ont tellement été galvaudés par la presse libérale, les politiciens et les économistes conservateurs qu'ils ont acquis un sens incertain, voire péjoratif. Nous préférons donc l'État, c'est-à-dire : *l'État social et culturel* qu'il faut défendre face à la globalomanie actuelle. N'en déplaise aux tenants de l'idéologie ambiante, libéraux ou sociaux-démocrates conformistes, on ne peut raisonnablement laisser les entreprises transnationales prendre les pouvoirs !

Il est significatif que des organisations plus impliquées, jusqu'à présent, dans le respect des droits civils que dans les problèmes économiques s'inquiètent de la dérive actuelle de la gouvernance de nos pays. Ainsi, *La Chronique d'Amnesty* de juillet-août 99 est entièrement consacrée à "*L'emprise de la sphère économique*". Sans vouloir entrer dans les débats «*pour savoir si les firmes transnationales ou les institutions internationales sont les "nouveaux maîtres du monde". Il nous suffit de constater qu'il disposent d'une réelle capacité d'influence*». Et son vice-président de conclure : «*Il est donc nécessaire de forcer les acteurs économiques à mieux intégrer la dimension humaine*».

Et gardons-nous de nos amis : «*Le modèle que MM. Antony Blair et Gerhard Schröder nous proposent, en s'inspirant des théories de leurs conseillers, n'est, tout compte fait, ni neuf, ni social-démocrate. A moins d'accepter une social-démocratie à l'usage des libéraux, c'est-à-dire une social-démocratie privatisée*⁵». La position de Dominique Strauss-Kahn n'est guère rassurante lorsqu'il déclare : «*le compromis de Londres n'est pas juridiquement contraignant* » !

10. Modernisme en trompe-l'œil

La fin de l'été, en France n'aura été que l'illustration de ce Monopolibéral auquel nous risquons d'assister pendant le *Round du Millénaire*. Des différents échanges du couple industriel Elf/Total et du trio bancaire BNP/Parisbas/Société Générale, nous retiendrons l'impression d'une succession de coups de dés et de coups de bluff, retransmis en direct et amplifiés par les médias. Lesquels médias, associés aux conseillers-experts et publicistes, ont largement exploité et profité du feuilleton bancaire : on

4. Pas drôles notamment pour les producteurs de Saint Paul de Léon, dont l'importation aux États-Unis de leurs échafaudages est taxée à 100%. Il s'agit pour eux d'une mesure léonine... si l'on peut dire !

5. *La social-démocratie privatisée*, José Vidal-Beneyto, *Le Monde Diplomatique*, Juillet 99.

annonce, avec légèreté, que les frais de publicité engendrés ont déjà atteint la coquette somme de 175 millions de francs. Dans cette cacophonie publicitaire nous avons quitté le Monopoly pour le Poker menteur !

Au fait, à qui cette publicité stupide était-elle adressée ? Aux institutionnels ou aux fonds de pensions américains ? Car pour ce qui me concerne, j'avais le sentiment amer que quelques PDG jouaient avec l'argent du citoyen-contribuable, faisant fi du nombre d'emplois supprimés dans leurs entreprises.

Suis-je trop critique ? Lisez la déclaration de Philippe Jaffré, PDG d'Elf, et "hit man" (tueur) dans le hit parade du néolibéralisme : « Depuis que je suis en poste, j'ai réduit de 15% le nombre des salariés français du groupe. J'avoue que j'ai eu quelques problèmes avec les syndicats, mais je l'ai fait. Et je continuerai⁶. »

Le modernisme économique a donc ce visage de foire aux actions ? Sans vouloir juger du bien fondé de la décision prise par la Commission *ad hoc* (mais indépendante !!!), le conflit bancaire a été provisoirement résolu. Mais l'attitude des politiciens, de droite comme de gauche, a été pour le moins surprenante. La déclaration offusquée de J.-P. Chevènement ("attentat !"), ou les commentaires critiques (mais mous) du PS, tombaient comme des langues de bois !

Pourquoi ? Pour éviter de dire ouvertement leur crainte de voir fondre sur la Société Générale un prédateur étranger. Mais de qui se moque-t-on ? Que devraient dire les Anglais de l'EDF qui

investit notre argent dans des sociétés de distribution électrique du Royaume-Uni ?

Que doivent penser les Allemands de Vivendi, après son entrée dans le capital de la Compagnie des eaux de Berlin en juin 1999 ? EDF et Vivendi = prédateurs ?

Messieurs les censeurs de gauche, balayons devant notre porte..., nous voulions l'Europe, mais elle est d'abord libérale et l'on désespère de la voir sociale. Comment croire après tout cela à votre capacité de défendre la démocratie, chancelante dans nos pays, face aux prédateurs mondiaux qui se réuniront à Seattle ?

Que conclure ?

Qu'il est encore temps de réagir et de choisir le type de société que nous souhaitons pour nos descendants.

Il faut d'abord fuir le discours des idéologues libéraux faisant de l'économisme (comme d'autres du scientisme).

L'économie de marché n'est, en fait, qu'une mystification, c'est-à-dire une justification du mercantilisme sauvage. Elle ne défend que ce qui favorise le développement de la marchandise, matérielle ou humaine. Elle dévalorise : le travail de l'homme (noter l'hypocrisie du terme "management participatif" !), et elle nie ses besoins vitaux et ses aspirations.

Si l'on veut éviter la dictature du *Big Brother* de Georges Orwell, ou l'avènement du *Meilleur des Mondes* de Huxley, il faut et il suffit de **ne plus laisser faire, ne plus rien laisser passer !**

6. *Le Canard Enchaîné*
18/8/99.

ACTIONS CITOYENNES

*La GR-ED invite ses lecteurs à s'associer
au combat contre le cycle du millénaire à l'OMC*

Pour participer à la préparation de la semaine internationale d'actions du 12 au 17 octobre, pour organiser les rassemblements et les actions de la semaine précédant l'ouverture de la conférence de Seattle, prenez contact le plus vite possible *de notre part* avec les personnes dont voici les coordonnées :

*Préparation de la manifestation du 27 novembre
en liaison avec une coordination inter syndicale,
ONG, associations, etc. :*

Sylviane 01.42.55.43.53

/round-manifestation-27novembre@attac.org

*

*Sensibilisation en direction des personnels
et utilisateurs de l'éducation nationale :*

Bruno 01.42.58.74.46

/round-educnationale@attac.org

*

*Défense des services publics
contre la menace de l'OMC.*

Luis 01.45.83.07.20

/round-servicespublics@attac.org

*

Média

Claire 06.60.17.10.27

/round-media@attac.org

Parrainage international et États-Unis

Jean-Daniel 01.42.05.15.00

/round-france-usa@attac.org

*

Assemblée nationale :

*inciter les élus adhérents d'ATTAC à organiser une
séance d'information à l'assemblée nationale*

Lari 06.80.84.80.73

/round-assnat@attac.org

*

*Demander aux ministres de s'exprimer contre l'OMC
envoi de fax, lettres, pétitions en direction des élus.*

M. Monteil 01.46.60.04.94

/round-ministres@attac.org

*

Distribution de tracts

Nicole 01.42.45.84.48

/round-tracts@attac.org

Dans la crise de société qui se concrétise avec cette ouverture prochaine d'un cycle de négociations à l'OMC, il faut d'abord cesser de ne voir qu'un seul de ses aspects, celui qui nous concerne chacun plus personnellement. C'est un peu ce qui s'est passé à propos de l'AMI, présenté souvent, par le milieu du spectacle, comme une atteinte à l'exception française dans le domaine de la culture. Les accords vont porter sur la mondialisation des services (GATS), des tarifs industriels (GATT), de la propriété intellectuelle (TRIPS), des droits de douanes, abolir des barrières techniques, sanitaires etc. L'enjeu est donc beaucoup plus vaste et encore plus grave.



L'enjeu, c'est la société humaine

Nous sommes face à un problème de civilisation, car il s'agit de donner définitivement aux entreprises qui "font des profits" la mainmise sur l'humain, sur sa santé, sur sa formation, sur toutes ses activités, sur son avenir, sur sa culture et sur son environnement, et cela par des règles applicables au monde entier et qui ne seraient plus renégociables. Acceptons-nous de remettre à quelques très riches lobbies le droit de nous imposer une façon de vivre définie dans le seul but d'augmenter leurs revenus ? Ou bien sommes-nous décidés à sauvegarder notre droit de jugement, celui de choisir ce que nous croyons bon ?

productivisme

ou production de qualité

Prenons l'exemple de l'agriculture. La science agronomique ayant fait d'énormes progrès au XX^{ème} siècle, il y avait deux façons de les utiliser.

En économie de marché, il s'agit de produire de façon à ce que la vente des produits rapporte le plus possible d'argent. Ces progrès ont donc été utilisés pour transformer l'agriculture en une véritable industrie alimentaire, concentrant la production dans des entreprises à hauts rendements, et générant de gros profits. Du point de vue économique et financier, cette optique productiviste est une réussite, en ce sens qu'elle a permis de conquérir des marchés mondiaux, ce qui est bon pour la balance commerciale des pays exportateurs et met "les indicateurs au vert". Mais du point de vue humain, et même si ces productions gigantesques ont fait baisser les prix agricoles, elle n'a pas éradiqué la faim, bien au contraire, parce qu'elle a privé de leurs moyens de survie des millions et des millions de petits paysans pauvres partout dans le monde. En Europe, cette politique, la PAC, consista en subventions pour maintenir les prix payés aux producteurs et en aides proportionnelles à la taille des entreprises, encourageant ainsi les concentrations. Les plus "gros" ont ainsi survécu, et sont toujours prêts à se battre, et avec la violence qu'on leur connaît, pour maintenir les avantages que cette idéologie leur a valus.

L'autre façon d'utiliser le progrès de la science

agronomique est de pratiquer ce qu'on appelle parfois l'agriculture biologique : étudier les sols et leur environnement, déterminer leurs besoins pour les nourrir sans excès ni carence, sélectionner les graines, etc. Les produits obtenus en respectant ces équilibres naturels sont de qualité, mais ces méthodes s'accommodent mal à de très grandes entreprises, et requièrent souvent plus de main d'œuvre que la culture extensive.

Or, en économie de marché, il faut que cette main d'œuvre vive de la vente de ses produits, ceux-ci sont donc proposés plus cher. Dans le Tiers monde, les petits producteurs ne peuvent pas en vivre. Mais en France, ceux qui la pratiquent se battent pour faire la promotion de leurs produits et c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer, entre la Confédération paysanne et la FNSEA, José Bové contre Luc Guyot, David contre Goliath.

Le "Gaulois" paraît de moins en moins ridicule aux yeux du public au fur et à mesure que celui-ci découvre les procédés des multinationales comme Nestlé, Novartis et autres. Nos lecteurs, par exemple, savent¹ quel est l'objectif du "Terminator" de Monsanto. Or dans les projets de négociations à l'OMC, il y a encore pire que cela, avec les brevets sur le vivant : une société qui aura manipulé génétiquement une espèce aura des droits (tels des droits d'auteur) sur toutes générations qui suivront. Et si elle parvient à supprimer les espèces rivales, quel pactole ! C'est ainsi que la nourriture du monde devient la chasse gardée de ces grosses entreprises et des producteurs qui les suivent, leurs prix sont imbattables par la concurrence "propre".

société à deux vitesses

L'opinion découvre la mainmise de ces multinationales en même temps que les dangers de cette alimentation (santé, environnement, pollution, diversité et conservation des espèces, etc.) d'où le slogan qu'on commence à entendre : une nourriture de mauvaise qualité faite par les riches pour les pauvres, et une nourriture de qualité faite par les pauvres pour les riches.

Il est tentant d'ouvrir le parapluie, et de dire :

1. Lire par exemple
La leçon du Terminator
page 8
de la GR-ED N°987
d'avril 1999.

«moi, je suis averti, je m'arrange dans mon coin, je connais un producteur bio, nous faisons des échanges (par exemple dans un SEL) en dehors du marché...» Franchement, cette attitude signifie : «le reste du monde peut bien crever, ce n'est pas mon problème». Égoïsme que certains cachent en le théorisant : «c'est en soi-même, c'est sur soi qu'il faut travailler pour trouver un équilibre intérieur qui irradiera peu à peu notre entourage, etc., etc...» Et pendant ce temps-là, les gros industriels américains préparent l'avenir du monde. Il serait temps de comprendre que seule une mobilisation générale peut mettre fin à ce système qui n'a plus rien d'humain.

**Pour vendre à profit
dans l'abondance,
il faut un marché mondial...**

Ce qui est rare est cher, et seuls les riches peuvent payer cher. Il y a donc deux types de productions *rentables* :

- celle de produits de luxe, destinée à quelques riches,
- et surtout une production abondante donc bon marché, mais qui ne *rapporte* qu'à condition de pouvoir la vendre en très grandes quantités, d'où la nécessité, dans cette logique, d'organiser ce marché à l'échelle mondiale. Et c'est là le but des négociations de l'OMC, il s'agit de faciliter ce marché de masse, qui profitera à une minorité de plus en plus restreinte, faite non plus de "producteurs", mais plutôt de *manipulateurs*, manipulateurs du patrimoine génétique et manipulateurs de foules.

**Un seul
et même combat !**

Les problèmes que rencontrent les agriculteurs ne sont pas fondamentalement différents de ceux des Bibendum qui manifestent en ce moment-même à Clermont-Ferrand, ni de ceux de tous les employés qui se sentent des licenciés en puissance, que ce soit dans l'industrie, dans les banques, dans le petit commerce ou la culture.

La logique marchande impose toujours et surtout la recherche de rentabilité. Alors il faut réduire les coûts (les employés sont des coûts dans une comptabilité d'entreprise, quelle qu'elle soit) pour être compétitif ; il faut gagner des marchés en éliminant la concurrence, et malheur au perdant dans cette guerre permanent, universelle et sans merci.

Monsanto élimine les petits producteurs qui ne tirent pas de la vente de leurs produits des bénéfices suffisants pour acheter ses semences ou ses désherbants ; Michelin licencie, bien que ses performances soient bonnes, parce que ses actionnaires (les fonds de pension par exemple) ne se contentent plus de "retours sur investissement" de 10 % l'an, il leur faut au moins le double. Et seules les firmes parvenant au tout

premier rang du marché mondial dans leur branche vont survivre. C'est pourquoi on assiste à tant d'opérations de fusions, dans tous les domaines.

Tout le monde le sait, dans l'agriculture, dans l'industrie ou dans le spectacle : ce qui rapporte, c'est ce qui coûte très peu et se vend bon marché mais dans le monde entier

Quand Michelin prend les devants et annonce qu'il va réduire ses frais en licenciant, il agit dans la logique générale du marché, celui-ci comprend le message et la cote en Bourse des actions Michelin montent.

Protester contre Édouard Michelin ne sert à rien si le système demeure. Qu'un autre gérant soit mis à sa place, ou même que l'ensemble de son personnel s'organise en cogestion, s'ils sont placés dans le même système, ils feront la même chose pour que l'entreprise puisse trouver des marchés, sinon, elle fera faillite. C'est donc bien cette logique qu'il faut changer et non pas les hommes qui sont amenés à l'appliquer.

Le combat de tous les consommateurs est ainsi le même que celui des Bibendum, des José Bové et de tous ceux qui se trouvent éliminés, rejetés, méprisés comme bons à rien, non compétitifs ou pas modernes, parce que la production abondante qu'on peut faire sans eux n'est plus rentable que si elle atteint la dimension mondiale.

**Accepter l'idée
d'un vrai changement**

Ce système est-il une fatalité, comme cherchent à le faire croire ceux qu'il entretient encore ? Un peu de réflexion montre pourtant que non, et nos propositions d'une économie distributive² garantissant à vie, pour tous, un revenu décent contre l'engagement de participer quelque temps aux responsabilités et tâches de la société, sont réalistes, puisque grâce à une monnaie de consommation, elles sont facilement applicables.

Nous avons discuté, cet été, avec un paysan, courageux et compétent, qui se plaignait de ne plus pouvoir vivre décemment de la vente de ses abricots et pêches. Accepterait-il que son revenu ne soit plus le bénéfice de ce qu'il arrive à vendre, mais qu'il lui soit désormais assuré à vie, contre son engagement de bien entretenir ses vergers et de produire des fruits de la meilleure qualité possible ? Cette suggestion l'a abasourdi. Il rejeta l'idée d'emblée, sans qu'il nous soit possible de rentrer dans les détails, d'expliquer pourquoi et comment ce revenu pourrait être très largement suffisant pour bien vivre. Notre homme était tellement conditionné par le capitalisme de marché qu'il ne voulait qu'une seule chose : vendre beaucoup et le plus cher possible. Un point, c'est tout.

Il va falloir aux distributistes encore beaucoup de pédagogie !

M-L D.

2. En voir, par exemple, le bref résumé (en trois pages) paru dans la GR-ED N°983 de décembre dernier.

Comme le nazisme, notre système a su amener toute une population à trouver l'injustice si banale qu'elle ne la voit plus ! Christophe Dejours s'en révolte dans un livre que Claude Robin commente pour nous :



Banalisation de l'injustice

On le sait bien, l'information et son contrôle par la "nov langue" dominante, sont des armes essentielles de la machinerie de guerre économique qui permet d'obtenir le consentement des masses à cet "ordre" meurtrier.

par Claude Robin

Ce qui est nouveau à ce stade de notre histoire, note Christophe Dejours¹, ce n'est pas tant l'injustice et la souffrance imposées à autrui, via les rapports de domination en œuvre dans nos sociétés, c'est le fait que ce système puisse passer pour "raisonnable et justifié", qu'il soit donné pour "réaliste et rationnel", qu'il soit accepté, voire approuvé par une majorité de citoyens, qu'il soit enfin prôné ouvertement, aujourd'hui, comme LE modèle à suivre et dont toute entreprise et société devraient s'inspirer au nom du bien, du juste, du vrai...

Ce qui est nouveau en effet, c'est qu'un système, qui produit et aggrave constamment la souffrance, l'injustice et les inégalités, puisse faire admettre ces dernières pour bonnes et justes. Ce qui est nouveau, c'est la banalisation des conduites injustes qui en constituent la trame.

Comment une population, se demande Christophe Dejours, en est-elle réduite à tolérer, voire à collaborer activement au sort réservé aux chômeurs et aux "nouveaux pauvres" dans une société qui pourtant ne cesse de s'enrichir (cf., notamment, les rapports suc-

cessifs du PNUD !) cela renvoie aussi à la problématique de Stanley Milgram², cette trop pesante "dialectique du maître et de l'esclave"...

«En ce sens, écrit Christophe Dejours, aucune différence ne peut être mise en évidence entre la banalisation du mal dans le système néo-libéral actuel et la banalisation du mal dans le système nazi : les objectifs et les moyens diffèrent, mais les processus sont identiques qui permettent d'entraîner, progressivement, la majorité des hommes d'une nation à infliger l'injustice, la souffrance et la violence à autrui et à se conduire, a minima ou ad libitum, comme Fichmann en faisant taire le sens moral et en offrant à nombre d'entre nous une rationalisation facile à sa propre démission, à son propre renoncement". (Cette somme de petites lâchetés individuelles qui fait la force d'un système !).

Mieux comprendre comment "l'Ordre des hommes" peut produire cet assujettissement reste une énigme. Dejours nous livre également quelques jalons pour organiser une contre-attaque, élaborer quelques antidotes à la fascination/fascination libérale ambiante.

Antidote ?... La Grande Relève n'a peut-être pas trouvé "la molécule-miracle", mais au moins, comme catalyseur, elle contribue à renforcer les germes de résistance. Comme fédératrice de réflexions, comme "lieu" de circulation d'idées et d'actions... elle contribue à rendre possible le souhaitable (et non à rendre souhaitable ce qu'on nous présente comme "seul possible", "micro" ou "nécro psychie" à laquelle voudraient nous condamner les profiteurs de ce monde sanglant de la souffrance de tous nos semblables.

1. Dans *Souffrance en France - la banalisation de l'injustice sociale* Ed. Seuil janvier 1998. 120 F.

2. Dans *Soumission à l'autorité* Ed. Calmann Levy

Pour conforter la société à deux vitesses :

STOCK-OPTIONS POUR GOLDEN-CADRES.

Dans *Le Monde* du 10/9, P.Georges cite, stupéfait à juste titre, quelques chiffres publiés par une enquête annuelle de *l'Expansion*, qui laisse deviner le véritable pactole offert à leurs cadres par les grandes sociétés françaises*. Pour mieux les attacher, elles complètent leurs salaires, pourtant déjà confortables mais qui doivent être déclarés, par des *stock-options*, actions privilégiées à fiscalité allégée.

Ce gâteau, partagé par les 28.000 cadres des 40 plus grandes sociétés françaises (car ces chiffres ne concernent pas les américaines) est estimé à la bagatelle de **45,4 milliards de francs**, c'est-à-dire des millions, des dizaines de millions de francs de capital boursier accumulé, par personne. Par exemple, s'ils réalisaient leurs stock-options, neuf dirigeants de l'Oréal se trouveraient à la tête, chacun, de **83,3 millions de francs**. Si comme le pense un de nos abonnés, le marché est le meilleur des juges, il faut conclure que le travail de chacun de ces cadres est 13.000 fois celui d'un autre travailleur. À qui fera-t-on croire une telle énormité ? L'argent rend fou, conclut P. Georges.

Notre société a bel et bien perdu la raison...

*et non pas américaines, il faut peut-être préciser...

“Nous créons de la valeur” dit volontiers un chef d’entreprise quand ses actions montent, pour justifier telle ou telle mesure de “dégraissage”, et cet argument paraît péremptoire. Il n’est pas nécessaire d’être économiste pour savoir ce que cela signifie...

Quelle création de valeur ?

J’ai été frappé par les réflexions pertinentes exprimées le 9 septembre sur *France-Inter* par Jean Arthus, chargé des études économiques à la Caisse des Dépôts et Consignations. Pour une fois, je n’ai pas eu l’impression d’écouter un “expert qui se trompe selon les règles”¹. Il confirmait que les grandes puissances financières “exigeaient” des rendements de 15 à 18 %. C’est une des raisons des méga-fusions qui s’accroissent de jour en jour dans les grands pays capitalistes notamment. En France, l’exemple le plus récent est celui de Promodès-Carrefour : le groupe va se retrouver dans 48 villes en situation de monopole. Où est la sacro-sainte loi de la concurrence, chère au libéralisme ?

En ce qui concerne la grande distribution, le consommateur n’est pas perdant. Du moins dans l’immédiat. Mais la concentration accrue des groupements d’achats va peser de plus en plus lourd sur les fournisseurs, en premier lieu sur les fournisseurs de denrées périssables, les producteurs de fruits et légumes en tête. La situation actuelle, avec les manifestations diverses paysannes, montre bien le mal qu’ont ces producteurs à vivre du fruit de leur travail. Toutes les tables rondes organisées par le Ministre de tutelle entre vendeurs et acheteurs ne peuvent être que poudre aux yeux face aux intérêts en jeu pour les super et hypermarchés. Les financiers ont trouvé une jolie formule pour désigner les 15 à 18 % de rendement qu’ils demandent ; ils appellent cela “création de valeur”². Or, comme au cours de la dernière décennie, les progrès techniques dans les entreprises où ils investissent ont atteint un degré tel que de nouveaux progrès ne peuvent être — sauf exception — que marginaux, il ne reste plus qu’un domaine pour agir, pour peu que l’activité commerciale diminue : la main-d’œuvre. Comme le dit Arthus : quand les financiers n’ont plus d’idées, c’est le salarié qui paie. Au double sens du terme : 1) il paie en effet stricto sensu la restauration des profits des plus riches, lesquels, ô ironie, disposent de son sort, 2) il paie, c’est-à-dire qu’il trinque : au mieux, blocage ou quasi-blocage des salaires (la fameuse modération salariale à laquelle souscrit sans barguigner en France le gouvernement “socialiste”), flexibilité, embauche CDD³, au pire licenciement ou mise à la retraite anticipée, quelquefois très tôt⁴, à la charge bien entendu

des contribuables, jusqu’à la retraite. Le capitalisme reste fidèle à sa méthode non avouée bien sûr : socialiser les pertes, privatiser les profits.

Autre astuce signalée par Arthus pour conforter les gains des actionnaires : le rachat, par les financiers, d’actions parmi celles qu’ils

détiennent, puis leur destruction : le nombre des actions diminuant, le rendement par action devient plus élevé.

Quand on mesure l’inventivité du capitalisme pour gagner de l’argent et faire perdurer le système, on comprend mieux pourquoi, en cette fin de siècle, l’Internationale victorieuse n’est pas celle que les travailleurs étaient en droit d’attendre des progrès des sciences et des techniques depuis deux siècles et de leurs luttes — souvent héroïques — dans le même temps.

Les pays qu’on disait socialistes — URSS en tête — ont failli à la mission historique qui eût pu et dû être la victoire du socialisme si...si...si... Vaste sujet qui reste à analyser.

Un espoir cependant, qu’évoque Arthus lui-même. Le capitalisme mourra peut-être d’avoir trop absorbé. Car, dit-il en soulignant que de grands industriels eux-mêmes en sont d’accord, demander 15 à 18 % de rapport **chaque année** (notamment de la part des gérants de fonds de pensions⁵), alors que la croissance ne peut être au mieux que de 3 à 4 % l’an, est une aberration.

Est-ce reconnaître qu’une crise majeure du capitalisme néo-libéral est possible dans un futur plus ou moins proche ? Tout nous porte à croire que l’hypothèse n’est pas à écarter. Le monde n’est jamais “fini”. C’est la grande leçon de l’Histoire.

par André Prime



1. Cette expression est de Paul Valéry
2. Alors que c’est du vent en comparaison de la valeur du travail et des biens produits.
3. En forte augmentation d’année en année.
4. Il y a quelques mois, IBM sauf erreur, demandait une mise à la retraite des ouvriers et employés à 50 ans, 49 pour les cadres.
5. Rappelons que les fonds de pensions notamment anglo-saxons représentent 30 à 40 % des capitaux boursiers.

MICHELIN

Le nouveau gérant, Édouard Michelin annonce sans état d’âme, à la fois une augmentation de 20 % des bénéfices pour le dernier semestre, et la suppression de 7.500 emplois. Maladresse ? À ce double clin d’œil aux marchés la Bourse répond par un bond de 12 % de l’action.

“Justification” donnée au journal *Les Échos*, le 13 septembre : «*Il nous faut [sic] une croissance de productivité de 20 % sur trois ans. Nous jouerions les autruches si nous n’avions pas clairement dit que 20 % de productivité, c’était forcément des réductions de postes... Et 3 % de réduction de postes par an, beaucoup d’entreprises le font.*»

À la question «*Pour vous, qu’est-ce qu’un bon patron ?*» le très chrétien jeune patron (36 ans), formé aux États-Unis, répond : «*C’est quelqu’un qui a en permanence le souci des conditions de la croissance et de l’épanouissement du personnel dont il est profondément solidaire.*»



Un économiste ose dire au public, malgré ses confrères, ce que nous pensons d'une discipline d'où viennent tant d'idioties proférées depuis des siècles, mais profondément ancrées aujourd'hui dans l'opinion. Henri Muller s'est donc régala à la lecture du livre de B. Maris et A. Michel intitulé *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles* qu'il commente pour nous :

Un jeu de massacre

« **A**u commencement était Walras le premier à avoir posé mathématiquement la question de "la main invisible", que de l'égoïsme de chacun naît le bien-être de tous et, dès lors, une harmonie et une paix sociale, que le marché donne le maximum de bonheur et de richesses. »

Depuis 150 ans, la science économique répète cette « ruse de la raison, dirait Hegel, qui veut que des vices privés engendrent un bien social... Il faut que de l'égoïsme de l'État sorte l'intérêt du monde. C'est l'ABC du libéralisme en gros sabots, celui de la bêtise au cou de taureau. »

Barricadés dans leur pseudo-science, économistes et statisticiens, économètres et experts n'avaient-ils pas négligé l'irrationalité des comportements, les aléas sans nombre bousculant les données de leurs prévisions, perturbant les "équilibres"? B. Maris les rappelle à l'ordre. Usant d'un vocabulaire hautement réjouissant, d'expressions souvent pittoresques, il leur plonge le nez dans les réalités, décoiffant sous un déluge de persiflages impertinents une série de Nobel et autres pontifes, experts journalistes qui plastronnent dans les médias. Il charge sabre au clair, dans une verve étourdissante, sur les dogmes et les axiomes, fonds de commerce de ces gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles. Un vrai jeu de massacre : « Alors la richesse, les économistes ? Qu'est-ce que la richesse au-delà de l'eau transformée en poison, de la terre transformée en lisier ou du lisier transformé en engrais ?... Savez-vous que les déchets, la transformation des forêts en latérite, la dépense d'essence dans les embouteillages, l'agrandissement du trou d'ozone, la mercantilisation de l'air, de l'eau et des gaz à effet de serre que respirent les hommes sont une création de richesse ? Que plus le monde est empoisonné, plus il est riche par simple effet de rareté ? »

« Qui a réfléchi aux rapports entre éthique, esthétique et économie ? Et si la question que devaient se poser désormais les économistes était : qu'est-ce que la richesse et comment la partager ? »

« Chers statisticiens, vous n'en avez pas un peu marre de chanter jour après jour que la richesse s'accroît dans un monde de pauvreté, d'incroyable indigence culturelle, de laideur accablante ? »

« La loi de l'équilibre ? qui peut parler de l'équilibre d'un marché ? Le marché en soi n'a pas de cohérence. Avis aux nigauds qui croient que les marchés laissés à eux-mêmes ont des humeurs, des vapeurs et

dirigent le monde. Avis à ceux qui croient en "la démocratie des marchés", à la "dure loi" des marchés, à la "tyrannie" des marchés et autres nigaude-ries. »... « Si les mots "marché", "loi de l'offre et de la demande" ont un sens, ils signifient bizarreries, aberrations, indéterminations, destructions,

pagaille, capharnaüm. Le paradoxe d'Allais démontre que les gens sont irrationnels dès que l'on introduit de l'aléa dans leurs gains. Or, l'aléa est l'éther de la vie économique. »

Avec Stigler (Nobel 1982), on change de registre : « C'est, rapporte B. Maris, la réalité qui est fautive parce qu'elle ne colle pas avec la théorie qui est juste. À la réalité de s'adapter à la science. Aux hommes de s'adapter aux dogmes. » !!

Milton Friedman (Nobel 1976) va plus loin avançant « la thèse qu'une théorie ne devrait pas être testée par le réalisme de ses hypothèses mais par celui de ses conséquences. » Autrement dit, « peu importe de faire l'hypothèse que la Terre est plate tant que ça vous permet d'aller où vous voulez en vélo. Vous pouvez même supposer que la Terre est creuse comme un bol si vous sentez que votre vélo descend. »... « L'économie savante, conclut Maris, est donc devenue un système où l'on s'emploie à tirer des conclusions logiques d'ensembles quelconques d'axiomes et de postulats. » Et de citer Russel : « L'économie est cette discipline où l'on ne sait pas de quoi on parle ni si ce qu'on dit est vrai. Peu importe de savoir si les postulats sont vrais, si les conclusions sont vraies. Seul importe d'affirmer que les conclusions sont les conséquences logiques nécessaires de ces postulats. » Autre prix Nobel, Robert Solow fait chorus. « Lui aussi, relève Maris, après des années de casuistique mathématique, reconnaît que c'est l'Institution, l'Histoire, la Politique qui sont importantes en économie, jamais l'équilibre, la rationalité, la concurrence, l'efficacité et autres blagues : confiance, croissance, transparence, patin et couffin, nécessaire flexibilité du travail. » (Bougez les pauvres, quoi, ne restez pas plantés sur vos privilèges !)

« La liberté dans le libéralisme, l'efficacité dans l'anarchie sont les leurres d'une nouvelle religion temporelle. »

Hypothèses, axiomes, postulats, c'est sur ce socle inconsistant que se sont échafaudées des théories visant à justifier l'accaparement des richesses par une mini-minorité de prédateurs. B. Maris démonte cette "cathédrale d'allumettes", en fait une bouillie pour les chats, agrémentant

par Henri Muller

son appétissante cuisine d'une série d'enluminures, de portraits féroces, de tranches succulentes taillées dans la toute récente actualité. Il en admoneste les papes : «*Criez haut et fort qu'il n'y a pas de théorie du libéralisme, de la concurrence, de l'efficacité, que tous ces mots relèvent de l'idéologie la plus plate, de l'utopie la plus totalitaire. Qui t'a fait roi, l'économiste ? A quoi sers-tu, l'économiste, quelle est ton utilité, toi l'apôtre de l'utilitarisme ?*»

Au lecteur d'apprécier ce chef d'œuvre d'humour grinçant, ce jeu de massacre qui prend pour cible les gourous parmi les plus vénérés de l'économie, privés soudain de leur précieuse auréole, accusés de nigauderies et de mensonges.

D'aucuns trouveront parfois caricaturale, simplificatrice, cette mise au pilori de tant de personnages réputés éminents, observant en outre,

que l'économie, omniprésente dans le quotidien de chacun, embrasse un vaste domaine hors de la seule prévision. Mais on regrettera que ce brillant pamphlet n'ait pas fait état d'une recherche autrement proche de la réalité, une recherche qui, justement, a pris à bras-le-corps la question, éludée par les économistes, de la répartition des richesses, de leur distribution plus équitable par le biais d'une **monnaie de consommation**.

Un livre à diffuser d'urgence aux milieux enseignants afin de faire place nette aux prémisses d'une nécessaire révolution monétaire entravée par le matraquage des "idées reçues" et par les mafias de l'argent; révolution monétaire hors laquelle il est vain d'espérer un mieux sensible, général et durable au niveau de l'ensemble social, les initiatives réformistes se bornant à remuer du vent.

États, démocratie et marchés

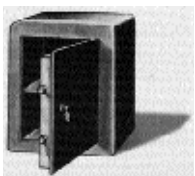
La revue AGONE dont nous avons parlé dans la GR-ED de juillet tente dans son numéro 22* de répondre à la question : *Pourquoi donc le capitalisme ne peut-il tolérer un fonctionnement authentiquement démocratique du politique ?*

AU SOMMAIRE :

- Editorial, JACQUES LUZI : Capitalisme et démocratie.
- FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE : On joue mieux avec un ballon gonflé.
- DANIEL BENSAÏD : Droit de détresse et appropriation sociale.
- Ni capitalisme, ni collectivisme
- MICHEL BARILLON: L'avenir de l'illusion capitaliste. D'un mensonge déconcertant à l'autre.
- JACQUES LUZI : Sauver le capitalisme ou se sauver du capitalisme ? En finir avec le mythe du productivisme.
- JEAN-PHILIPPE MELCHIOR : Difficile légitimation d'États en perte de vitesse.
- FRANCIS DUPUIS-DERI : L'esprit antidémocratique des fondateurs des "démocraties" modernes.
- ALAIN ARNAUD : Election, tirage au sort et démocratie.
- LOÏC WACQUANT : Mondialisation de la "tolérance zéro".
- JEAN-CLAUDE MICHÉA : L'école du capitalisme total.

Fictions et dictionnaires

- La mort du héros, Andréa Latzko
- Communication à l'académie des sciences : "Les Balkans n'ont pas existé", Jovic Acin
- Vladeck. Récit de Galicie, Andrzej Stasiuk
 - Marginalia "La violence n'est pas dans mes paroles mais dans les faits..."
 - Lettre à la révolution prolétarienne (1927), Boris Souvarine.



AGONE En librairie, 216 pages, 95 F.

Transversales

Science : culture

Juillet - Août 1999

N°58

Sommaire

Édito

PATRICK VIVERET

Éclairages

Des monnaies plurielles pour de nouvelles formes d'échange

Les monnaies parallèles

JÉRÔME BLANC

Les systèmes d'échange locaux

SMAÏN LAACHER

Transformer l'argent spéculatif en argent citoyen

ARMAND TARDELLA

L'expansion des réseaux de troc en Argentine

ANNE-LAURE PORÉE

Les banques du temps

ÉLISABETH BUCOLO

Les monnaies affectées

ANNE-LAURE PORÉE

La monnaie distributive

MARIE-LOUISE DUBOIN

Perspectives pour les monnaies plurielles

JACQUES ROBIN

Histoire et cultures

Chronique du sens

Entretien avec Dominique Méda

Fenêtres sur.

J.Chesneaux, un piéton du monde

ANNE-BRIGITTE KERN

Le bal des chômeurs

JEAN WERQUIN

La science : Dieu ou Diable ?

GUITTA PESSIS-PASTERNAK

TSC 21 Bd de Grenelle 75015 Paris

32 pages - vente au numéro 70 F.

Préhistoire d'une petite brosse à dents



Fidèle compagne du voyageur, une brosse à dents peut espérer parcourir le monde. Mais certaines ont connu déjà bien des aventures avant de rencontrer le voyageur de leur vie.

J'en eus la révélation par une petite brosse interdente venant de chez mon pharmacien de quartier. Après avoir constaté comme moi qu'on n'arrivait pas à en fixer les brosettes sur le manche, il avait commencé par m'en proposer l'échange. Manque de chance, tout le stock de son officine présentait le même défaut. Il se résigna donc à me la rendre, non sans avoir eu l'obligeance de m'indiquer au bas de la notice les nom et adresse du fabricant¹. Ayant déjà

On m'expliqua dans cette dernière qu'elles étaient fabriquées en Allemagne, mais sous licence d'une firme américaine, celle-là même dont j'avais lu le nom mentionné sur la notice, la seule inexactitude touchant à sa domiciliation en France, comme on l'aura vu plutôt fantaisiste ou pour le moins caduque.

C'est tout : mon enquête allait s'arrêter là. Comme ce n'était pas encore la mode, j'omis d'aller vérifier si le fabricant allemand présumé n'en sous-traitait pas la fabrication dans le Sud-Est asiatique.

par Paul Vincent

été confronté au cours d'une carrière commerciale bien remplie à tous les cas de figure en matière de litiges, la façon plutôt cavalière dont il me laissait me débrouiller avec son fournisseur ne me prenait pas au dépourvu. J'avoue même que la perspective de cette démarche m'amusait plutôt. Je n'allais pas être déçu.

Première surprise, ce fabricant était introuvable dans l'annuaire téléphonique sur MINITEL. Comme l'adresse indiquée se situait en très proche banlieue, que je n'étais pas encore tout à fait retraité, seulement en cours de retraitement et toujours actif, je décidai d'y faire un saut. J'ai facilement trouvé la rue. Mais voilà, juste avant d'arriver au numéro que je cherchais, je suis tombé sur un terrain vague. Derrière, une autoroute qui n'existait pas sur mon plan, et aucun commerce ou quelconque pavillon habité alentour, où j'aurais pu me renseigner sur leurs anciens voisins rayés de la carte. Je retournai donc chez mon pharmacien lui demander comment il s'y prenait pour se procurer ses brosses auprès d'une société fantôme. En guise de réponse, il arracha un en-tête de facture et me tendit l'adresse de son grossiste², chez qui il devait sans doute avoir déjà renvoyé son stock défectueux sans aller chercher plus loin.

Après quelques appels téléphoniques à cette adresse à Paris jusqu'à parvenir à y trouver le bon interlocuteur, j'appris qu'ils approvisionnaient ces brosses auprès d'une Société normande³.

En Normandie, on m'indiqua qu'ils les recevaient d'une Société de la Région Parisienne⁴.

D'ailleurs, avant même que j'en fus tenté, ma dernière interlocutrice avait repris en mains la

situation. D'abord, elle s'était déclarée ravie que, pour la première fois paraît-il, une réclamation ait pu remonter jusqu'à elle, et m'en avait chaudement félicité. C'était une façon élégante de me décerner en quelque sorte un brevet de râleur de première classe. Mais elle décida aussi de m'envoyer en dédommagement plusieurs brosses du même type que la mienne, auparavant soigneusement contrôlées ainsi que d'un tout nouveau modèle, sur lequel elle souhaitait avoir mon avis. J'appréciai son comportement en connaisseur, surtout par comparaison à ceux que j'avais souvent connus de la part de commerciaux moins futés.

Ce jeu de piste m'avait bien amusé et j'étais content de savoir que, pour la mise sur le marché d'un article somme toute aussi banal, il avait fallu pas moins de six intervenants, en tout cas de gens intervenant dans son prix :

- un concepteur américain,
 - un fabricant allemand,
 - deux intermédiaires français, à qui l'on devait peut-être, à l'un la traduction de la notice, à l'autre celle des étiquettes de l'emballage (sinon quoi d'autre?)
 - un grossiste,
 - et un pharmacien concessionnaire,
- sans compter les intermédiaires entre les intermédiaires que sont les sociétés de transport.

Si l'idée américaine avait pu parvenir en Allemagne sans trop de frais, à part le paiement d'une licence ou la fixation de royalties, on imagine bien que coûts des transports, manutentions et stockages successifs

1. DIFACOPER,
1 avenue de la Marne,
94120 Fontenay-sous-Bois.

2. OCP,
Office Central
Pharmaceutique,
24 rue des Ardennes,
75019 PARIS.

3. Le dermophile indien,
61600 La Ferté Macé.

4. ORAL B
29 Promenade Michel
Simon,
93160 Noisy le Grand.

S O U S C R I P T I O N P E R M A N E N T E

Pour que vive La Grande Relève

G. Houdart 70 - M. Huard 20 - G. Jonard 70 - Mme Lahens 600 - J.M. Lempereur 70 - Mme Ponchel 70 - C. Robin 70 - J.J. Rousseau 20 - J.P. Salge 70 - R. Castanie 370 - Mme Chevallay 170 - M. Cornavin 20 - J. Dequaire 870 - J. Dufour 70 - J. Escalettes 50 - R. Falzon 10 - J. Frigout 200 - E. Terrier 170 - Mlle Thomas 220 - R. Barbier 70 - D. Bloud 50 - N. Petroff 70 - R. Godart 70 - E. Demari 80 - L. Faure 20 - P.Mary 70 - Ph. Robichon 70 - Mme Maurice 70 - Mme Marquet 70 - Ch. Bobillier 70 - J. Redon 70 - L. Lecable 20 - P. Vincent 135 - J. Pages 270 - J. Le Cor 70 - R. Béné 170.

Total 4.655 F.

Merci à tous !

Cette souscription permanente permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés et qui n'ont pas les moyens de payer un abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

ayant jalonné la longue promenade du produit lui-même, augmentés des frais commerciaux et des marges de tous ces intermédiaires, en avaient considérablement accru la valeur marchande, sans beaucoup en améliorer les qualités.

Cet exemple découvert par hasard n'est sans doute pas le seul, ni peut-être le plus cocasse, mais il m'a beaucoup frappé et il m'a rendu sensible au problème de la distribution, un service qui normalement ne devrait coûter que sa valeur ajoutée réelle.

Le fait qu'un Edouard Leclerc, pionnier plutôt sympathique, se soit battu avec succès contre le monopole de pharmaciens libéraux à leur convenance, et que l'on ait vu concurremment apparaître de nouvelles chaînes de magasins spécialisées dans la parapharmacie, a certes procuré au consommateur une baisse des prix sur ce genre de produits.

On trouverait des exemples semblables dans bien d'autres domaines et cela pourrait témoigner en faveur du libéralisme. Mais on est parti parfois de tellement loin qu'il n'est pas toujours évident que l'on soit vraiment parvenu à un juste prix pour le consommateur.

Autre considération, il faudrait aussi que ce fût à partir d'un prix également correct payé au fabricant ou producteur, qu'il est tout aussi injuste d'exploiter, que ce soit chez nous, chez nos partenaires occidentaux un peu en retard sur les lois sociales, ou encore dans un Tiers-monde livré loi de la jungle.

Car, que voit-on aujourd'hui dans le domaine de la distribution? Quelques grands groupes dont la concurrence fait pour le moment baisser les prix à la consommation, mais dont la concentration engendrera à terme des ententes ou des monopoles, et qui, tout-puissants déjà vis-à-vis de leurs fournisseurs, peuvent se permettre, même chez nous, de leur octroyer des prix de misère, de les payer par traites longtemps après qu'eux-mêmes aient déjà revendu au comptant toute la marchandise, ou même de leur imposer de véritables servitudes, comme par exemple, pour ne pas avoir de stocks et réduire les manutentions, de devoir livrer à des heures bien précises, souvent matinales (d'où le stress et la dangerosité des routiers qui, mal rétribués eux aussi, ou craignant de perdre leur emploi, sont conduits à rouler de nuit comme de jour, souvent en état de fatigue, ou à ne pas respecter les limitations de vitesse). Pas étonnant si des corporations plutôt conservatrices en viennent à se rebiffer avec violence contre "la loi du marché".

Puisse-t-on ne pas chercher à les réconcilier avec le capitalisme en les indemnisant de ses nuisances aux frais du contribuable.

En attendant une éventuelle planification pour freiner les appétits de quelques gros surproducteurs potentiels, mieux vaudrait d'abord aider de nombreux petits sous-consommateurs à pouvoir consommer selon leurs besoins.

“ Gôche-Caviar”

ou ôte-toi de là que je m'y mette (bis) !

On ne recherche plus la vraie cause du chômage et encore moins les causes en cascades. On réfléchit encore moins à la suppression de ce fléau, et c'est tout juste si une recherche est entreprise pour le rendre un temps soi peu acceptable... Tous ces disciples de la pensée unique, y compris "gauche", veulent faire croire qu'il n'y a que le marché pour faire fonctionner la société, qu'il est la *condition* de la démocratie, qu'il n'y a pas de démocratie envisageable en dehors de la logique de marché. On a tout bonnement oublié que le moteur du marché est le PROFIT, le plus fort et le plus rapide, quitte à passer sur des cadavres... La dite "gauche" participe à faire croire qu'il n'y a plus ni patron ni patronat, mais qu'il n'y a que des gestionnaires d'entreprises. Comme si l'acte de gérer était neutre et n'avait rien à voir dans l'économie marchande avec l'exploitation et la domination.

On en arrive à ne plus dénoncer les inégalités, pourtant en augmentation foudroyante. Les organisations syndicales de gauche sont devenues complices en abandonnant la mesure des besoins. Ce n'est pas qu'il n'y a plus de besoins mais la mise en avant des besoins des SDF et autres RMistes et Smicards apparaît trop en décalage avec ce que la société veut bien leur concéder...

La vraie démocratie politique a été supprimée par la dictature du marché libre et donc des finances. Le pouvoir politique est devenu le sous-produit du pouvoir économique... Les actes du gouvernement actuel et les "arbitrages" successifs de Jospin restent rigoureusement respectueux de l'économie libérale ...

L'économie est pourtant faite pour satisfaire les besoins de l'Homme et non l'Homme pour satisfaire la soif de profit des privilégiés de l'économie marchande ! N'oublions jamais que l'économie marchande ne connaît que les clients...qui ont de l'argent pour payer. Assurer la survie de cette économie de gain c'est multiplier les agressions contre l'Homme. Il faut lutter pour le remplacement de l'économie marchande par l'économie des besoins, *l'économie distributive des richesses*. Une telle économie ne peut naître que dans le cadre d'une planification démocratique où le recensement des besoins est décentralisé, réalisé dans des structures proches du peuple, et non dicté par un appareil de Parti unique comme nous l'a montré l'échec de l'U.R.S.S.

Il faut commencer par dissocier le salaire de l'emploi et enlever aux patrons la faculté de disposer du droit à la vie de beaucoup de personnes.

L'abolition du chômage sera possible quand les politiques le voudront réellement. Je fais partie de ceux qui veulent transformer les ANPE en entreprises de service public où tous les chômeurs auraient le statut de salarié permanent avec des contrats de travail à durée indéterminée. Ces "ANPE - entreprises" répondraient contre facturation aux besoins en main-d'œuvre des entreprises, des collectivités et des particuliers...

Les utopistes sont ceux qui pensent qu'une société de vraie justice et de vraie liberté peut naître et se développer sans sortir de l'économie des gains et des profits, où le malheur des uns fait le bonheur des autres ! ... L'utopie c'est continuer à croire qu'on peut "gagner sa vie" en détruisant le monde !

Pierre Wendling.



La GR a de nouveaux lecteurs et je m'en réjouis. Un tel message ne peut demeurer indéfiniment ignoré et tout le mérite de cet essor vous revient, ainsi qu'à toute l'équipe rédactionnelle de la revue. La très objective tribune diffusée par Bernard Kapp dans *Le Monde* du 22 juin dernier reflète bien la nécessité de s'insurger contre toutes les graves dérives (sociales, sécuritaires, environnementales) de la thésaurisation obsessionnelle et de la recherche exclusive du profit à tout prix, processus dégradant qui laisse sur la berge de "la croissance" ainsi conçue, une majorité de Terriens. Comme la GR l'a bien montré dans une récente édition, on accepte (je cite B. Kapp) «d'être mobilisés dans les horreurs de la guerre mais acceptera-t-on de l'être pour les bienfaits de la paix ?».

Les "idées rafraîchissantes" si judicieusement avancées par Jacques Duboin au moment de la grande crise des années 30, méritent mieux que l'oubli dans lequel elles demeurent confinées.

Leur mise en pratique nous exhorte à remodeler en profondeur nos mentalités et nos comportements, à la lumière d'une ré-actualisation qui passe par une analyse fine de l'environnement contemporain. Vaste programme, affiné notamment par les éditions spéciales de la GR axées sur les dossiers sensibles du moment — la nécessaire sauvegarde du service public, des retraites par répartition, etc. — et par une ouverture sur le monde où nous vivons.

De la naissance à la mort, nous sommes tous des consommateurs (de biens, de services, de culture, de spiritualité, etc.) mais ce sont les spéculateurs et leurs producteurs associés qui, ignorant superbement nos besoins fondamentaux, nous imposent «la loi» de «leur» marché et de leur économie du gadget. L'économie de rareté, qui a prédominé des siècles durant, a fait place à l'économie d'abondance et pour tout dire, de gaspillage. L'économie distributive est, désormais, au cœur des enjeux contemporains. Nous savons produire, massivement, vite et bien, mais nous ignorons les règles élémentaires d'une saine et judicieuse répartition.

Je n'oserais affirmer que l'instauration d'une justice distributive résoudra d'un coup tous nos problèmes, mais nous pouvons tout de même avancer, sans crainte de nous tromper, que l'introduction d'un revenu social garanti pour tous, constituerait un vecteur incontournable de dignité et de liberté. Les appels à la tolérance, au respect d'autrui, à l'anti-violence active, acquerraient tout leur sens. À l'âpre concurrence qui mène tout droit, à force de méga-fusions, à un inévitable dirigisme d'essence dictatoriale, se substituerait une décentralisation à l'échelle humaine facilitée par l'essor prodigieux des techniques, de la déconnexion possible des sources d'énergie, du développement des télécommunications. L'individu ballotté entre les effets corrosifs d'une guerre économique acharnée, aurait enfin vocation à se réaliser en tant que personne qui construit sa propre histoire dans une mosaïque de communautés harmonieuses. Le travail forcé de plus en plus précaire, se mue en insertion sociale volon-

taire, en phase avec sa vocation et ses compétences réelles ou acquises.

La violence, la haine, la guerre, l'usage de la drogue ou autres moyens suicidaires, perdront toute raison d'être et seront marginalisés. En bref, la collectivité publique y gagnera largement en paix sociale, en ressources majorées — rentrées fiscales accrues, en particulier la TVA sur la consommation, le chiffre d'affaires généré par les activités ainsi créées — dépenses minorées pour la Sécurité Sociale, etc.

Utopie ? Certes, dans l'instant. Mais qui, par la force des choses, se muera inéluctablement en réalité. La GR s'est ouverte récemment sur d'autres associations — dont ATTAC — qui œuvrent dans le même sens, quand bien même elles ignorent encore les règles élémentaires de l'économie distributive....

Gérard -Henri B.rissé.

RÉPONSE : mais une justice distributive est-elle compatible avec le système actuel, qui en est tout le contraire ?

* * *

En réaction à nos propositions de contrat civique, qui permettraient d'étendre la démocratie à l'économie en mettant en débat public les prix et d'éventuels suppléments de revenus, un de nos abonnés a défendu, dans notre dernier numéro, l'égalité absolue, et tout de suite, de tous les revenus.

Un autre abonné lui répond et ses propos nous ont effarés... heureusement, ils n'engagent que lui ! Mais la dévotion qu'il exprime envers le marché vaut son pesant d'or, qu'on en juge :

Vu la perversité intrinsèque inhérente à la nature humaine, il n'est besoin d'être grand clerc pour deviner que tous ceux qui exigent tout de suite, l'égalité absolue de tous les revenus ne sont que des éternels jaloux et envieux, toute cette engeance de paresseux et de bons-à-rien qui, ayant eux-mêmes échoué économiquement dans leur vie par leur seule faute, voire leurs vices (paresse, ivrognerie, débauche pour le jeu ou les femmes, etc...) reprochent, bien sûr, aux autres leur réussite acquise, souvent en partant de rien, par l'obstination au travail, le goût du risque, l'esprit d'entreprendre, le courage, le mérite... Ces deniers, ces "méritants" sont en droit de répondre à tous leurs détracteurs «Vous êtes jaloux de ce que je gagne, mais ce que je fais dans mon métier, qu'attendez-vous pour le faire vous-mêmes ?»

Nul n'est autorisé moralement, et nul n'a légitimité, hors la loi du marché, pour apprécier, juger, et décider souverainement du revenu équitable à attribuer à ses semblables. Seul, le MARCHÉ, qui récompense les BONS par le légitime bénéfique, et punit les MAUVAIS par l'échec économique, peut être considéré, malgré tous les abus qu'il faut, bien entendu, supprimer, comme le JUGEMENT DE DIEU.

Jean Bourdette,

Amen (les majuscules sont de l'auteur). Les licenciés pour que leur entreprise fasse des gains de productivité de 20 % par an sont tous des bons-à-rien. Le Dieu-marché reconnaît les siens

Intéressant votre mensuel de réflexions socio-économiques : la Grande Relève. Je l'ai trouvé au centre commercial La Roche à Toulon et l'y rachèterai autant que faire se peut. Je ne suis qu'un "soutier" de l'économie. La régression professionnelle de ma branche, le second-œuvre du bâtiment, produit des impasses matérielles sans nombre ! Lorsqu'on annonce, avec insistances médiatiques "appropriées" que le chômage baisse, qui s'en plaindrait ! Cependant, l'on tait que les emplois précaires ont quadruplé dans le même temps.

...Ce qui caractérise le monde contemporain, c'est le libre échangeisme (dans tout le sens du terme d'ailleurs) qui devient, en économie et en politique, un "sida" socio-économique par effondrement accru des structures sociales de la plupart des pays. C'est aussi le vieillissement accéléré des techniques qui, bien que se surpassant à vue d'œil, n'en deviennent pas moins obsolètes. Que de vieilleries modernes ! Pendant ce temps, les deux tiers des hommes de la planète sont "largués". Les gains de productivité battent le chômage au sprint. Les riches, que représente le tiers restant, n'ont quasi plus besoins des plus pauvres, lesquels sont progressivement "désqualifiés", en tout cas ceux qui n'ont pas un patrimoine acquis ou reçu. Ainsi, grâce à la technologie, les riches voient de moins en moins leur conscience mise à mal par les contacts directs avec ceux qu'ils employaient -exploitaient traditionnellement et ce phénomène est accentué par l'économie presque entièrement financiarisée. C'est le cas des pays anglo-nord-américains qui, par le biais de la mondialisation, imposent leurs modes, pratiques et mentalités ! ... La pensée économique se prétend désormais autonome, elle n'a plus besoin du politique réduit au rang de femme de ménage des empires financiers transnationaux qui se sont hissés frauduleusement en amont de la mission politique qu'ils dévoient. Or l'économie et la finance livrées à elles-mêmes seraient comme un barrage qu'on fait sauter, son contenu emporte tout sur son passage, à l'inverse, le pouvoir comme fin serait comme un barrage qui ne relâcherait rien, ce serait la sécheresse en aval. L'un des traits caractéristiques des époques de crise se remarque dans les fortunes "champignons". Les champignons poussent sur les décombres et la pourriture et sont vénéneux ou pire... Wall Street, dont tous les boursiers auscultent fébrilement la respiration... est-elle en passe de devenir la "vraie capitale du monde" ? L'euro ... est-il le concurrent du dol-

lar, ou bien serait-il, pour le moment, son faux-nez ? Quoiqu'il en soit, nous ne sommes au courant que de la partie visible de tous ces icebergs...

R.L., Toulon

* * *

Bravo et bon courage dans cette lutte du pot de terre contre le fer que nous sommes nombreux à mener chacun avec nos moyens.

B.A., Toulon.

* * *

Certainement nos dirigeants politiques, financiers, industriels, connaissent l'Économie distributive. Ils ne veulent pas en parler. Pour conserver encore quelque temps leurs privilèges. Par peur du changement... Souvenons-nous du Vatican en ce qui concernait Galilée (parmi d'autres). Certains parmi les gens d'Église savaient, mais comme aujourd'hui, ils ne voulaient pas... Et il n'y a pas longtemps que le Vatican a bien voulu réhabiliter Galilée... timidement.

L.F., Sarrians.

* * *

Aucune hésitation à souhaiter continuer à lire votre publication de ... "salubrité publique", "d'hygiène mentale"... toujours beaucoup d'idées, de pistes à explorer, de contributions stimulantes, d'incitations à agir... joli défi.

C.R., Chartres de Bretagne

* * *

Je tiens à vous exprimer mon admiration et ma reconnaissance pour votre travail si documenté et si courageux. Je m'emploie à propager vos idées.

A.S., Villeneuve sur Lot.

* * *

Je souffre beaucoup... On pourrait accuser notre civilisation criminelle qui pour le profit, pollue tout ce qui existe de naturel sur terre : l'air, l'eau, la terre, les plantes, les oiseaux et certains insectes et ils sont très nombreux. Je suis persuadé qu'en Économie distributive, tout cela disparaîtrait, mais allez leur faire entendre raison, ils sont devenus fous.

Comme M. Duboin, je ne connaîtrai pas le renouveau de notre société par l'Économie distributive, je le regrette... Excusez mon pessimisme, mais je garde malgré tout un bon moral pour lutter contre la maladie qui me fait souffrir.

A.G., Miramas.

Abonnés, même si vous ne cherchez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions, établi selon vos observations, un palmarès des adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence, en vous recommandant de leur apporter votre clientèle. Et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal. C'est faux, nous payons les NMPP pour cela. Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse... qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !



La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
 MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou 20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou 10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou 30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou 38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou 53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou 26,68 E

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
 par CCP N° 13 402 39 M Paris
 ou
 par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

• mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques DUBOIN •
 directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN •
 rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits choisis par le comité de lecture ne sont pas retournés. •
 GRAPHISME : A.-L. WITSCHGER •
 Impression : ARTIS •
 Commission paritaire N° 57434 •
 ISSN 0398-2076 •
 Diffusé par les N.M.P.P. •

La Grande Relève, mensuel de réflexion socio-économique vers
L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04
 Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

NOS LECTEURS RECOMMANDENT :

— *Maison de la presse, 06000 NICE,*
 — *Point H, gare SNCF, 06000 NICE,*
 — *Au fil des mots, (M.Blanchet),*
 29 rue Bernard Palissy, **47300 VILLENEUVE SUR LOT,**
 — *Maison de la presse, 66400 CÉRET,*
 — *Le cheval dans l'arbre, bd Mal Joffre, 66400 CÉRET,*
 — *Au Moulin à papier, (G. Labbez),*
 44 Cours Richard Vitton, **69003 LYON,**
 — *La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007 LYON,*
 — *Lib.Parallèle, 47 rue Saint Honoré, 75001 PARIS,*
 — *Publico, 145 rue Amelot, 75011 PARIS,*
 — *kiosque R.Castanier, Gal.. Mayol, 83000 TOULON,*
 — *lib-papet. Centre Comial la Rode, 83000 TOULON*
 — *kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny, 83000 TOULON.*

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LA GR-ED

FRANCE :
 44041 NANTES *15 rue de l'Héronnière*
 75006 PARIS *78 rue Bonaparte*
 75014 PARIS *Mairie du XIV^{ème}*
 76400 FÉCAMP, *5 rue Théagène Boufart*
 92000 NANTERRE *2 rue de Rouen*
 92000 NANTERRE *6 Allée de l'Université*
 92100 BOULOGNE *Mairie*
 97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, *Université*

BELGIQUE :
 WAVRE *Bibliothèque Lefevre, Chaussée des Nerviens, 25.*

SUISSE :
 1211 GENÈVE *Palais des Nations, Bureau 56*

BON DE COMMANDE À REMPLIR, DÉCOURPER ET ENVOYER AU JOURNAL :

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

... exemplaires de la *Grande Relève* N°....., à ... F l'un, soit F
 ... exemplaires de *Kou l'ahuri, par J.Duboin*, à 65 F l'un, soit F
 ... exemplaires de *Les affranchis de l'an 2000, par M-L Duboin*, à 110 F l'un, soit F
 ... exemplaires de *Un Socialisme à visage humain, par A. Prime*, à 25 F l'un, soit F
 ... exemplaires de la bande dessinée *Et si on changeait ?* à 25 F l'une, soit F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE LA GRANDE RELÈVE, CCP 1340239 M PARIS.

PRÉNOM, NOM, ADRESSE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE ET SIGNATURE

M.....

.....

.....

.....